

Texte original

Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers

Conclue à La Haye le 5 octobre 1961

Approuvée par l'Assemblée fédérale le 27 avril 1972¹

Instrument de ratification déposé par la Suisse le 10 janvier 1973

Entrée en vigueur pour la Suisse le 11 mars 1973

(Etat le 6 juillet 2021)

Les Etats signataires de la présente Convention,

désirant supprimer l'exigence de la légalisation diplomatique ou consulaire des actes publics étrangers,

ont résolu de conclure une Convention à cet effet et

sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1

La présente Convention s'applique aux actes publics qui ont été établis sur le territoire d'un Etat contractant et qui doivent être produits sur le territoire d'un autre Etat contractant.

Sont considérés comme actes publics, au sens de la présente Convention:

- a) les documents qui émanent d'une autorité ou d'un fonctionnaire relevant d'une juridiction de l'Etat, y compris ceux qui émanent du ministère public, d'un greffier ou d'un huissier de justice;
- b) les documents administratifs;
- c) les actes notariés;
- d) les déclarations officielles telles que mentions d'enregistrement, visas pour date certaine et certifications de signature, apposées sur un acte sous seing privé.

Toutefois la présente Convention ne s'applique pas:

- a) aux documents établis par des agents diplomatiques ou consulaires;
- b) aux documents administratifs ayant trait directement à une opération commerciale ou douanière.

RO 1973 347

¹ Art. 1 al. 1 de l'AF du 27 avr. 1972 (RO 1973 346)

Art. 2

Chacun des Etats contractants dispense de légalisation les actes auxquels s'applique la présente Convention et qui doivent être produits sur son territoire.

La légalisation au sens de la présente Convention ne recouvre que la formalité par laquelle les agents diplomatiques ou consulaires du pays sur le territoire duquel l'acte doit être produit attestent la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu.

Art. 3

La seule formalité qui puisse être exigée pour attester la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu, est l'apposition de l'apostille définie à l'art. 4, délivrée par l'autorité compétente de l'Etat d'où émane le document.

Toutefois la formalité mentionnée à l'alinéa précédent ne peut être exigée lorsque soit les lois, règlements ou usages en vigueur dans l'Etat où l'acte est produit, soit une entente entre deux ou plusieurs Etats contractants l'écartent, la simplifient ou dispensent l'acte de légalisation.

Art. 4

L'apostille prévue à l'art. 3, al. 1, est apposée sur l'acte lui-même ou sur une allonge; elle doit être conforme au modèle annexé à la présente Convention.

Toutefois elle peut être rédigée dans la langue officielle de l'autorité qui la délivre. Les mentions qui y figurent peuvent également être données dans une deuxième langue. Le titre «Apostille (Convention de La Haye du 5 octobre 1961)» devra être mentionné en langue française.

Art. 5

L'apostille est délivrée à la requête du signataire ou de tout porteur de l'acte.

Dûment remplie, elle atteste la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu.

La signature, le sceau ou timbre qui figurent sur l'apostille sont dispensés de toute attestation.

Art. 6

Chaque Etat contractant désignera les autorités prises ès qualités, auxquelles est attribuée compétence pour délivrer l'apostille prévue à l'art. 3, al. 1.

Il notifiera cette désignation au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou de sa déclara-

tion d'extension. Il lui notifiera aussi toute modification dans la désignation de ces autorités.

Art. 7

Chacune des autorités désignées conformément à l'article 6 doit tenir un registre ou fichier dans lequel elle prend note des apostilles délivrées en indiquant:

- a) le numéro d'ordre et la date de l'apostille,
- b) le nom du signataire de l'acte public et la qualité en laquelle il a agi, ou, pour les actes non signés, l'indication de l'autorité qui a apposé le sceau ou timbre.

A la demande de tout intéressé, l'autorité qui a délivré l'apostille est tenue de vérifier si les inscriptions portées sur l'apostille correspondent à celles du registre ou du fichier.

Art. 8

Lorsqu'il existe entre deux ou plusieurs Etats contractants un traité, une convention ou un accord, contenant des dispositions qui soumettent l'attestation de la signature, du sceau ou timbre à certaines formalités, la présente Convention n'y déroge que si lesdites formalités sont plus rigoureuses que celle prévue aux art. 3 et 4.

Art. 9

Chaque Etat contractant prendra les mesures nécessaires pour éviter que ses agents diplomatiques ou consulaires ne procèdent à des légalisations dans les cas où la présente Convention en prescrit la dispense.

Art. 10

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'à celle de l'Irlande, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Turquie.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Art. 11

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du troisième instrument de ratification prévu par l'art. 10, al. 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

Art. 12

Tout Etat non visé par l'art. 10 pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'art. 11, al. 1. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les six mois après la réception de la notification prévue à l'art. 15, let. d. Une telle objection sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, entre l'Etat adhérent et les Etats n'ayant pas élevé d'objection contre l'adhésion, le soixantième jour après l'expiration du délai de six mois mentionné à l'alinéa précédent.

Art. 13

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Lorsque la déclaration d'extension sera faite par un Etat ayant signé et ratifié la Convention, celle-ci entrera en vigueur pour les territoires visés conformément aux dispositions de l'art. 11. Lorsque la déclaration d'extension sera faite par un Etat ayant adhéré à la Convention, celle-ci entrera en vigueur pour les territoires visés conformément aux dispositions de l'art. 12.

Art. 14

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'art. 11, al. 1, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains des territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Art. 15

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'art. 10, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'art. 12:

- a) les notifications visées à l'art. 6, al. 2;

- b) les signatures et ratifications visées à l'art. 10;
- c) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'art. 11, al. 1;
- d) les adhésions et objections visées à l'art. 12 et la date à laquelle les adhésions auront effet;
- e) les extensions visées à l'art. 13 et la date à laquelle elles auront effet;
- f) les dénonciations visées à l'art. 14, al. 3.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 5 octobre 1961, en français et en anglais, le texte français faisant foi en cas de divergence entre les textes, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'à l'Irlande, à l'Islande, au Liechtenstein et à la Turquie.

(Suivent les signatures)

Modèle d'apostille

L'apostille aura la forme d'un carré de 9 centimètres de côté au minimum

| | |
|---|----------------------|
| Apostille | |
| (Convention de La Haye du 5 octobre 1961) | |
| 1. Pays: | |
| Le présent acte public | |
| 2. a été signé par | |
| 3. agissant en qualité de | |
| 4. est revêtu du sceau/timbre de | |
| | |
| Attesté | |
| 5. à | 6. le |
| 7. par | |
| | |
| 8. sous N° | |
| 9. Sceau/timbre: | 10. Signature: |
| | |

**Liste des autorités de la Suisse
compétentes pour délivrer l'apostille prévue par la Convention
supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers²**

A. Autorité de la Confédération:

La Chancellerie fédérale
Légalisations
Gurtengasse 5
3003 Berne
Tél. +41 58 462 37 69
Fax +41 58 463 19 16

B. Autorités cantonales:

www.bk.admin.ch/bk/fr/home/Service/legalisations.html

**Liste des autorités étrangères compétentes pour délivrer l'apostille en
vertu de l'art. 3, al. 1, de la Convention³**

² RO 2018 1257

³ Cette liste n'est pas publiée au RO (RO 2011 4609).
Consultation en français et en anglais: site Internet de la Conférence de la Haye:
http://hech.e-vision.nl/index_fr.php?act=conventions.authorities&cid=41.
Commande: Direction du droit international public (DDIP), Section des traités internatio-
naux, 3003 Berne.

Champ d'application le 6 juillet 2021⁴

| Etats parties | Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S) | Entrée en vigueur |
|--------------------------|--|-------------------------------|
| Afrique du Sud | 3 août 1994 A | 30 avril 1995 |
| Albanie ^a | 3 septembre 2003 A | 9 mai 2004 |
| Allemagne* | 15 décembre 1965 | 13 février 1966 |
| Andorre | 15 avril 1996 A | 31 décembre 1996 |
| Antigua-et-Barbuda | 17 mai 1985 S | 1 ^{er} novembre 1981 |
| Argentine* | 8 mai 1987 A | 18 février 1988 |
| Arménie | 19 novembre 1993 A | 14 août 1994 |
| Australie* | 11 juillet 1994 A | 16 mars 1995 |
| Autriche* | 14 novembre 1967 | 13 janvier 1968 |
| Azerbaïdjan ^b | 13 mai 2004 A | 2 mars 2005 |
| Bahamas | 10 mai 1976 S | 10 juillet 1973 |
| Bahreïn* | 10 avril 2013 A | 31 décembre 2013 |
| Barbade | 30 août 1995 S | 30 novembre 1966 |
| Bélarus | 16 juin 1992 S | 31 mai 1992 |
| Belgique | 11 décembre 1975 | 9 février 1976 |
| Belize | 17 juillet 1992 A | 11 avril 1993 |
| Bolivie | 6 septembre 2017 A | 7 mai 2018 |
| Bosnie et Herzégovine* | 1 ^{er} octobre 1993 S | 6 mars 1992 |
| Botsswana | 16 septembre 1968 S | 30 septembre 1966 |
| Brésil* | 2 décembre 2015 A | 14 août 2016 |
| Brunéi | 23 février 1987 A | 3 décembre 1987 |
| Bulgarie | 1 ^{er} août 2000 A | 29 avril 2001 |
| Burundi ^c | 10 juin 2014 A | 13 février 2015 |
| Cap-Vert | 7 mai 2009 A | 13 février 2010 |
| Chili* | 16 décembre 2015 A | 30 août 2016 |
| Chine | | |
| Hong Kong* ^d | 12 juin 1985 | 1 ^{er} juillet 1997 |
| Macao ^e | 10 décembre 1999 | 20 décembre 1999 |
| Chypre | 26 juillet 1972 A | 30 avril 1973 |
| Colombie* | 27 avril 2000 A | 30 janvier 2001 |
| Corée (Sud) | 25 octobre 2006 A | 14 juillet 2007 |
| Costa Rica | 6 avril 2011 A | 14 décembre 2011 |
| Croatie | 23 avril 1993 S | 7 octobre 1991 |
| Danemark ^f | 30 octobre 2006 | 29 décembre 2006 |
| Dominique | 22 octobre 2002 S | 3 novembre 1978 |

⁴ La présente publication complète celles qui figurent au RO 1973 347; 1976 477; 1977 765; 1978 210, 1718; 1980 669; 1982 154; 1983 1175; 1986 175; 1987 317; 1988 1177; 1993 973; 1998 2318; 2003 2401; 2006 619; 2007 3345; 2010 783; 2011 4609; 2013 1235; 2015 2121; 2016 2615; 2018 1257; 2019 1135; 2021 443.

Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur la plateforme de publication du droit fédéral «Fedlex» à l'adresse suivante:
<https://www.fedlex.admin.ch/fr/treaty>.

| Etats parties | Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S) | | Entrée en vigueur | |
|---|--|--------|-------------------|------|
| El Salvador | 14 septembre | 1995 A | 31 mai | 1996 |
| Equateur* | 2 juillet | 2004 A | 2 avril | 2005 |
| Espagne* | 27 juillet | 1978 | 25 septembre | 1978 |
| Estonie* | 11 décembre | 2000 A | 30 septembre | 2001 |
| Eswatini | 17 juillet | 1978 S | 6 septembre | 1968 |
| Etats-Unis* | 24 décembre | 1980 A | 15 octobre | 1981 |
| Fidji | 29 mars | 1971 S | 10 octobre | 1970 |
| Finlande* | 27 juin | 1985 | 26 août | 1985 |
| France* | 25 novembre | 1964 | 24 janvier | 1965 |
| Comores § | 25 novembre | 1964 A | 24 janvier | 1965 |
| Guadeloupe | 25 novembre | 1964 | 24 janvier | 1965 |
| Guyana (française) | 25 novembre | 1964 | 24 janvier | 1965 |
| Iles de Wallis-et-Futuna | 25 novembre | 1964 | 24 janvier | 1965 |
| Martinique | 25 novembre | 1964 | 24 janvier | 1965 |
| Mayotte | 25 novembre | 1964 | 24 janvier | 1965 |
| Nouvelle-Calédonie | 25 novembre | 1964 | 24 janvier | 1965 |
| Polynésie française | 25 novembre | 1964 | 24 janvier | 1965 |
| Réunion | 25 novembre | 1964 | 24 janvier | 1965 |
| Saint-Pierre-et-Miquelon | 25 novembre | 1964 | 24 janvier | 1965 |
| Saint-Barthélemy | 25 novembre | 1964 | 24 janvier | 1965 |
| Saint-Martin | 25 novembre | 1964 | 24 janvier | 1965 |
| Terres australes et antarctiques françaises | 25 novembre | 1964 | 24 janvier | 1965 |
| Territoire de la Côte française des Somalis (aussi territoire français des Afars et des Issas ou Djibouti) § | 25 novembre | 1964 A | 24 janvier | 1965 |
| Géorgie* | 21 août | 2006 A | 14 mai | 2007 |
| Grèce | 19 mars | 1985 | 18 mai | 1985 |
| Grenade | 17 juillet | 2001 A | 7 avril | 2002 |
| Guatemala* | 19 janvier | 2017 A | 18 septembre | 2017 |
| Guyana | 30 juillet | 2018 A | 18 avril | 2019 |
| Honduras | 20 janvier | 2004 A | 30 septembre | 2004 |
| Hongrie* | 18 avril | 1972 A | 18 janvier | 1973 |
| Iles Cook | 13 juillet | 2004 A | 30 avril | 2005 |
| Iles Marshall | 18 novembre | 1991 A | 14 août | 1992 |
| Inde ^h | 26 octobre | 2004 A | 14 juillet | 2005 |
| Irlande | 8 janvier | 1999 | 9 mars | 1999 |
| Islande | 28 septembre | 2004 | 27 novembre | 2004 |
| Israël | 11 novembre | 1977 A | 14 août | 1978 |
| Italie | 13 décembre | 1977 | 11 février | 1978 |
| Jamaïque | 2 novembre | 2020 A | 3 juillet | 2021 |
| Japon | 28 mai | 1970 | 27 juillet | 1970 |

| Etats parties | Ratification | | Entrée en vigueur | |
|--|--------------------------|-------------------------------|--------------------------|------|
| | Adhésion (A) | Déclaration de succession (S) | | |
| Kazakhstan* | 5 avril | 2000 A | 30 janvier | 2001 |
| Kirghizistan ⁱ | 15 novembre | 2010 A | 31 juillet | 2011 |
| Kosovo* ^j | 6 novembre | 2015 A | 14 juillet | 2016 |
| Lesotho | 24 avril | 1972 S | 4 octobre | 1966 |
| Lettonie | 11 mai | 1995 A | 30 janvier | 1996 |
| Libéria ^k | 24 mai | 1995 A | 8 février | 1996 |
| Liechtenstein | 19 juillet | 1972 | 17 septembre | 1972 |
| Lituanie* | 5 novembre | 1996 A | 19 juillet | 1997 |
| Luxembourg | 4 avril | 1979 | 3 juin | 1979 |
| Macédoine du Nord | 23 septembre | 1993 S | 17 septembre | 1991 |
| Malawi | 24 février | 1967 A | 2 décembre | 1967 |
| Malte | 12 juin | 1967 A | 3 mars | 1968 |
| Maroc ^l | 27 novembre | 2015 A | 14 août | 2016 |
| Maurice | 20 décembre | 1968 S | 12 mars | 1968 |
| Mexique | 1 ^{er} décembre | 1994 A | 14 août | 1995 |
| Moldova ^m | 19 juin | 2006 A | 16 mars | 2007 |
| Monaco | 24 avril | 2002 A | 1 ^{er} novembre | 2002 |
| Mongolie ⁿ | 2 avril | 2009 A | 31 décembre | 2009 |
| Monténégro | 30 janvier | 2007 S | 3 juin | 2006 |
| Namibie | 25 avril | 2000 A | 30 janvier | 2001 |
| Nicaragua | 7 septembre | 2012 A | 14 mai | 2013 |
| Nioué | 10 juin | 1998 A | 2 mars | 1999 |
| Norvège | 30 mai | 1983 | 29 juillet | 1983 |
| Nouvelle-Zélande* | 7 février | 2001 A | 22 novembre | 2001 |
| Oman* | 12 mai | 2011 A | 30 janvier | 2012 |
| Ouzbékistan ^o | 25 juillet | 2011 A | 15 avril | 2012 |
| Palaos | 17 octobre | 2019 A | 23 juin | 2020 |
| Panama | 30 octobre | 1990 A | 4 août | 1991 |
| Paraguay ^p | 10 décembre | 2013 A | 30 août | 2014 |
| Pays-Bas | 9 août | 1965 | 8 octobre | 1965 |
| Aruba | 1 ^{er} mars | 1967 A | 30 avril | 1967 |
| Curaçao | 1 ^{er} mars | 1967 A | 30 avril | 1967 |
| Partie caraïbe (Bonaire, Sint Eustatius et Saba) | 1 ^{er} mars | 1967 A | 30 avril | 1967 |
| Sint Maarten | 1 ^{er} mars | 1967 A | 30 avril | 1967 |
| Pérou ^q | 13 janvier | 2010 A | 30 septembre | 2010 |
| Philippines* ^v | 12 septembre | 2018 A | 14 mai | 2019 |
| Pologne | 17 novembre | 2004 A | 14 août | 2005 |
| Portugal* | 6 décembre | 1968 | 4 février | 1969 |
| Territoires portugais | 22 octobre | 1969 A | 21 décembre | 1969 |
| République dominicaine ^r | 12 décembre | 2008 A | 30 août | 2009 |
| République tchèque | 23 juin | 1998 A | 16 mars | 1999 |
| Roumanie* | 7 juin | 2000 A | 16 mars | 2001 |
| Royaume-Uni | 21 août | 1964 | 24 janvier | 1965 |

| Etats parties | Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S) | | Entrée en vigueur | |
|---|--|--------|---------------------|------|
| Anguilla | 24 février | 1965 A | 25 avril | 1965 |
| Bermudes | 24 février | 1965 A | 25 avril | 1965 |
| Gibraltar ^s | 24 février | 1965 A | 25 avril | 1965 |
| Guernesey | 21 août | 1964 A | 24 janvier | 1965 |
| Guyane britannique ^g | 24 février | 1965 A | 25 avril | 1965 |
| Ile de Man | 21 août | 1964 A | 24 janvier | 1965 |
| Iles Cayman | 24 février | 1965 A | 25 avril | 1965 |
| Iles Falkland | 24 février | 1965 A | 25 avril | 1965 |
| Iles Gilbert et Ellice ^g | 24 février | 1965 A | 25 avril | 1965 |
| Iles Salomon britanniques ^g | 24 février | 1965 A | 25 avril | 1965 |
| Iles Turques et Caïques | 24 février | 1965 A | 25 avril | 1965 |
| Iles Vierges britanniques | 24 février | 1965 A | 25 avril | 1965 |
| Jersey | 21 août | 1964 A | 24 janvier | 1965 |
| Montserrat | 24 février | 1965 A | 25 avril | 1965 |
| Rhodésie du Sud ^g | 24 février | 1965 A | 25 avril | 1965 |
| Sainte-Hélène et dépendances (Ascension et Tristan da Cunha) | 24 février | 1965 A | 25 avril | 1965 |
| Territoire antarctique britannique | 24 février | 1965 A | 25 avril | 1965 |
| Russie* | 4 septembre | 1991 A | 31 mai | 1992 |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 26 février | 1994 A | 14 décembre | 1994 |
| Saint-Marin | 26 mai | 1994 A | 13 février | 1995 |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines | 2 mai | 2002 S | 25 avril | 1965 |
| Sainte-Lucie | 5 décembre | 2001 A | 7 avril | 2002 |
| Samoa | 18 janvier | 1999 A | 13 septembre | 1999 |
| Sao Tomé-et-Principe | 19 décembre | 2007 A | 13 septembre | 2008 |
| Serbie* | 26 avril | 2001 S | 24 janvier | 1965 |
| Seychelles | 9 juin | 1978 A | 31 mars | 1979 |
| Slovaquie | 6 juin | 2001 A | 18 février | 2002 |
| Slovénie | 8 juin | 1992 S | 25 juin | 1991 |
| Suède | 2 mars | 1999 | 1 ^{er} mai | 1999 |
| Suisse* | 10 janvier | 1973 | 11 mars | 1973 |
| Suriname | 11 novembre | 1976 S | 25 novembre | 1975 |
| Tadjikistan ^t | 20 février | 2015 A | 31 octobre | 2015 |
| Tonga* | 28 octobre | 1971 S | 4 juin | 1970 |
| Trinité-et-Tobago | 28 octobre | 1999 A | 14 juillet | 2000 |
| Tunisie ^u | 10 juillet | 2017 A | 30 mars | 2018 |
| Turquie | 31 juillet | 1985 | 29 septembre | 1985 |
| Ukraine* | 2 avril | 2003 A | 22 décembre | 2003 |
| Uruguay | 9 février | 2012 A | 14 octobre | 2012 |
| Vanuatu | 1 ^{er} août | 2008 S | 30 juillet | 1980 |
| Venezuela | 1 ^{er} juillet | 1998 A | 16 mars | 1999 |

| Etats parties | Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S) | Entrée en vigueur |
|--|--|-------------------|
| <p>* Réserves et déclarations. Les réserves et déclarations ne sont pas publiées au RO, à l'exception de celles de la Suisse. Les textes en français et en anglais peuvent être consultés à l'adresse du site Internet de la Conférence de La Haye: www.hcch.net/fr/instruments/conventions ou obtenus à la Direction du droit international public (DDIP), Section des traités internationaux, 3003 Berne.</p> <p>a L'adhésion de l'Albanie n'a pas été acceptée par la Grèce.</p> <p>b L'adhésion de l'Azerbaïdjan n'a pas été acceptée par l'Allemagne.</p> <p>c L'adhésion du Burundi n'a pas été acceptée par l'Allemagne, l'Autriche, la Pologne et la République tchèque.</p> <p>d Du 25 avril 1965 jusqu'au 30 juin 1997, la Convention était applicable à Hong Kong sur la base d'une déclaration d'extension territoriale du Royaume-Uni. A partir du 1^{er} juillet 1997, Hong Kong est devenue une Région administrative spéciale (RAS) de la République populaire de Chine. En vertu de la déclaration chinoise du 12 juin 1985, la Convention est également applicable à la RAS Hong Kong à partir du 1^{er} juillet 1997.</p> <p>e Du 4 février 1969 au 19 décembre 1999, la Convention était applicable à Macao sur la base d'une déclaration d'extension territoriale du Portugal. A partir du 20 décembre 1999, Macao est devenue une Région administrative spéciale (RAS) de la République populaire de Chine. En vertu d'une déclaration de la République populaire de Chine du 10 déc. 1999, la Convention est applicable à la Région administrative spéciale (RAS) de Macao à partir du 20 déc. 1999.</p> <p>f La Convention ne s'applique pas au Groeland ni aux Iles Féroé.</p> <p>g Ce pays est devenu indépendant. Aucune déclaration n'a été faite sur le maintien en vigueur de la Convention. Date de l'indépendance: Comores est devenu l'Archipel du Comore (6 juillet 1975); France-Territoire de la Côte française des Somalis (aussi territoire français des Afars et des Issas ou Djibouti) devenu Djibouti (27 juin 1977); la Guyane britannique est devenue la République du Guyana (26 mai 1966); les Iles Salomon britanniques sont devenues les Iles Salomon (7 Juillet 1978); les Iles Gilbert et Ellice sont devenues respectivement Kiribati (12 juillet 1979) et Tuvalu (1^{er} oct. 1978); la Rhodésie du Sud est devenue la République du Zimbabwe (18 avril 1980).</p> <p>h L'adhésion de l'Inde n'a pas été acceptée par l'Allemagne.</p> <p>i L'adhésion du Kirghizistan n'a pas été acceptée par la Belgique, l'Allemagne, l'Autriche et la Grèce.</p> <p>j L'adhésion du Kosovo n'a pas été acceptée par l'Allemagne, l'Argentine, l'Arménie, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, le Brésil, le Chili, la Chine (pour les Régions administratives spéciales de Hong Kong et de Macao), Chypre, les Etats Unis, la Géorgie, la Grèce, l'Inde, Israël, Maurice, le Mexique, Moldova, Namibie, le Nicaragua, l'Ouzbékistan, le Paraguay, le Pérou, la Pologne, la Roumanie, la Serbie, la Slovaquie, l'Ukraine et le Venezuela.</p> <p>k L'adhésion du Libéria n'a pas été acceptée par l'Allemagne et la Belgique.</p> <p>l L'adhésion du Maroc n'a pas été acceptée par l'Allemagne.</p> <p>m L'adhésion de la Moldova n'a pas été acceptée par l'Allemagne.</p> <p>n L'adhésion de la Mongolie n'a pas été acceptée par l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Finlande et la Grèce.</p> <p>o L'adhésion de l'Ouzbékistan n'a pas été acceptée par la Belgique, l'Allemagne, l'Autriche et la Grèce.</p> <p>p L'adhésion du Paraguay n'a pas été acceptée par l'Allemagne.</p> <p>q L'adhésion du Pérou n'a pas été acceptée par la Grèce.</p> <p>r L'adhésion de la République dominicaine n'a pas été acceptée par l'Allemagne et l'Autriche.</p> <p>s L'adhésion de Gibraltar n'a pas été acceptée par l'Espagne.</p> <p>t L'adhésion du Tadjikistan n'a pas été acceptée par l'Autriche, la Belgique et l'Allemagne.</p> <p>u L'adhésion de la Tunisie n'a pas été acceptée par l'Allemagne, la Belgique, l'Autriche et la Grèce.</p> | | |

| Etats parties | Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S) | Entrée en vigueur |
|--|--|-------------------|
| v L'adhésion des Philippines n'a pas été acceptée par l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande et la Grèce | | |

Déclaration**Suisse⁵**

Le 12 juin 2018 la Suisse a notifié qu'elle ne reconnaîtra comme authentiques que les actes pour lesquels une apostille aura été délivrée par les autorités compétentes désignées par le Kosovo, conformément aux dispositions de l'art. 6 de la Convention.

⁵ RO 2019 1135